De la rue au Palais municipal. La gestion des conflits sociaux par le Parti de la révolution démocratique (PRD) à Mexico (1997-1998)

Hélène Combes

▶ **To cite this version:**

Hélène Combes. De la rue au Palais municipal. La gestion des conflits sociaux par le Parti de la révolution démocratique (PRD) à Mexico (1997-1998). Cahiers des Amériques Latines, 2000, 33, pp.153-172. hal-01011218

HAL Id: hal-01011218

https://sciencespo.hal.science/hal-01011218

Submitted on 23 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CUAUHTEMOC CARDENAS
Y ROSARIO ROBLES
TLAYACAPAN
CUAUHTEMOC CARDENAS
ROBLES.

DE LA RUE AU PALAIS MUNICIPAL.

LA GESTION DES CONFLITS SOCIAUX PAR LE PARTI DE LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE (PRD) À MEXICO (1997-1998) [1]

HÉLENE COMBES*

Les syndicats, les mouvements sociaux et, en général, les groupes unis par un intérêt commun, utilisent habituellement les actions manifestantes. Occasionnellement, un parti politique, ses représentants ou ses militants se joignent au cortège. Mais, en cette fin de XX[e] siècle[2], il est rare que la manifestation soit une forme de mobilisation intrinsèque à un parti politique[3]. Pour cette raison, le cas du Parti de la Révolution démocratique (PRD), au Mexique, vaut la peine d'être étudié.

Le PRD émerge à la fin des années 1980 d'un processus de convergence entre la gauche politique, des organisations sociales indépendantes et une scission du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), le Courant démocratique. Le PRD établit les bases d'une relation complexe, passionnée et critique entre partis et organisations sociales (Bruhn, 1997 : 208-227 ; Bolos, 1999 ; Serna, 1997). Le poids des ces dernières sur les discours, les pratiques politiques, les formes d'organisations, la composition socioculturelle et, pour ce qui nous intéresse plus spécifiquement, sur l'action collective est déterminant (Prud'homme, 1996 : 8 ; Aguilar Zinzer, 1995 : 65).

En juillet 1997, le PRD remporte les élections à Mexico : 38 des 40 districts électoraux4 et le poste de chef du gouvernement élu démocratiquement pour la première fois depuis 1928. Quelle est l'attitude de ce nouveau gouvernement face aux actions protestataires? En 1994, alors candidat

* IHEAL

PHOTOGRAPHIE N° 1 : UNE MANIFESTATION ORGANISÉE SUR LE ZOCALO PAR LES MAL-LOGÉS DE MEXICO (CLICHÉ : ALAIN MUSSET)

aux élections présidentielles, Cuauhtémoc Cárdenas, élu maire en 19975, n'hésitait pas à dire dans son programme électoral : « nous chercherons à ce que la société s'exprime, à ne pas intimider la protestation et noyer l'inconformité » (Cárdenas, 1994 : 17). Une fois au pouvoir, quelles sont les positions de ce gouvernement dont de nombreux membres ont fait leurs armes dans la rue ? Manifester reste-il un acte intrinsèque du militantisme « perrediste » (du PRD) ? La rue est-elle toujours un espace privilégié du politique ?

Deux facteurs ont des implications sur l'action manifestante : d'un coté le contexte politique du Mexique avec l'avènement du pluralisme et la démocratisation du système politique et de l'autre les composantes internes de l'acteur politique étudié, le PRD. Comme le souligne Olivier Fillieule, « il paraît indispensable de s'interroger sur *le poids des contextes sociaux et politiques* dans lesquels se développe l'action, sachant que le spectre entier des stratégies disponibles dans un environnement politique dynamique dépend à la fois de l'environnement externe et de la structuration interne d'un groupe. Le premier définit le potentiel stratégique pour chaque groupe en fonction des variables comme le statut du groupe dans son environnement, le niveau de coercition admissible, les contraintes politiques pesant sur les protestataires comme sur les responsables de l'ordre. L'étude de la structure interne permet d'expliquer, pourquoi dans le champ des possibles stratégies, tel mouvement choisi tel mode d'action plutôt que tel autre. Il faut alors insister sur les modalités d'organisation des mouvements, sur la nature du leadership, sur la perception de leur environnement par les membres du groupe mobilisé, sur le poids des traditions et de l'expérience antérieure, lesquels déterminent les choix opérés au sein des répertoires d'action disponibles » (Fillieule, 1997 : 20-21).

Notre préoccupation dans ce travail sera donc de prendre en compte ces deux aspects : l'environnement externe de Mexico et plus généralement du Mexique et la structuration interne du PRD.

De plus, au Mexique ces dernières années, nombre d'essais ont été écrits sur la participation politique[6]. Mais l'action manifestante n'est jamais prise en compte comme un de ses aspects. Or, comme le signale Olivier Fillieule, l'action manifestante doit être reintégrée dans l'analyse de la participation politique (Fillieule, 1997 : 127). Comme le souligne Ramon Adell pour l'Espagne, s'il faut se garder d'attribuer « exclusivement aux mobilisations de masse le poids du changement politique dans la transition démocratique » (Adell, 1997 : 212), il n'en reste pas moins que « l'excessive politisation des conflits est typique des transitions politiques » (Adell, 1997, 219). Dans le contexte des changements politiques mexicains, de la démocratisation du système politique moment privilégié de la protestation (Tarrow, 1997, 190), l'étude de l'action manifestante

nous semble donc être un élément important et pertinent de l'analyse de la participation politique.

Dans une première partie, nous ferons un bilan de l'action protestataire en 1998, première année du gouvernement « perrediste ». Dans une deuxième, nous analyserons sa manière d'appréhender la gestion de l'action protestataire. Et dans une troisième, nous verrons dans quelle mesure ce parti a toujours recours à l'action manifestante.

RADIOSCOPIE D'UNE ANNÉE DE PROTESTATION

Nous allons analyser, les actions manifestantes auxquelles s'est confronté le PRD pendant sa première année de gouvernement. Nous reprendrons ici la terminologie établie par O. Fillieule : Action protestataire : action dirigée d'abord vers tel ou tel secteur de l'État ; Action manifestante : « toute occupation momentanée par plusieurs personnes d'un lieu ouvert public ou privé et qui comporte directement ou indirectement l'expression d'opinions politiques » (Fillieule, 1997, 44).

TABLEAU 1 : ACTION MANIFESTANTE À MEXICO

Année	Nombre de mobilisations de compétence locale	Assistance	Nombre de mobilisations de compétence locale	Assistance
1995	1404	718 206	1118	487 485
1996	1566	505 453	814	257 365
1997*	1785	348 789	1298	725 849
1998**	440	138 228	285	902 329

Sources : données obtenues par l'auteur à partir de :

• Pour les années 1995, 1996, 1997 : Informes mensuales de la Dirección de Apoyo Informativo, Secretaría de Gobierno, DDF.
• Pour 1998 : Informe de manifestaciones en el DF, Subdirección de Gestión y Enlace, e Informe de Organizaciones que se manifestaron en el DF, Subdirección de Gestión y Enlace, Secretaría de Gobierno, Gobierno del Districto Federal (GDF).

* Pour l'année 1997, les chiffres sur le nombre de mobilisations des différentes tendances et de l'assistance sont partiels : il manque le mois de décembre, mois de l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement.

** Les « événements multitudinaires » ne sont pas pris en compte dans ce tableau pour des raison de représentativité (Syndicat Mexicain d'électriciens (SME) : 80 000, 1er Mai : Conféderation Mexicaine des Travailleurs (CMT) : 120 000 personnes; Union National de Travailleurs (UNT) : 100 000 y Intersyndicale 1er Mai : 40 000, Commémoration de 1968 : 300 000, Protestation contre le massacre d'Acteal au Chiapas : 200 000).

Un bilan de l'action manifestante

Les actions manifestantes sont identifiées en fonction de leur destinataire : nous les nommerons à caractère fédéral si la résolution de leurs revendications en appelle à des compétences du gouvernement fédéral et à caractère local si elle en appelle à des compétences du gouvernement local de Mexico. Bien que notre travail se centre sur la relation entre le gouvernement local et l'action manifestante nous évoquerons parfois les événements à caractère fédéral. Et cela pour plusieurs raisons : en premier lieu, ce sont des sources d'information et de comparaison importantes et dans certains cas, fondamentales, en second lieu ces actions manifestantes s'inscrivent dans l'espace géographique de Mexico. Bien que dans ce cas le traitement des demandes exprimées ne soit pas de la compétence du gouvernement « perrediste » de Mexico mais du gouvernement fédéral priiste (du PRI), le premier doit faire face aux effets induits de ces actions manifestantes tels que les problèmes de circulation et/ou les pressions de l'opinion publique (notamment de la presse) [7].

D'après les sources en notre possession, avec l'arrivée du nouveau gouvernement de la ville de Mexico, le nombre d'actions manifestantes à caractère local a diminué de manière substantielle : 1785 en 1997, 440 en 1998 ; ce qui correspond à une diminution de 75 %. L'assistance elle, a diminué de 60 %. Le nombre d'actions manifestantes de compétence fédérale est passé de 1298 événements en 1997 à 285 en 1998 ce qui correspond à une diminution de 78.04 % (voir tableau n° 1). Tout au long de cet article, nous tenterons d'expliquer cette évolution. Il est important d'observer que ces comparaisons sont effectuées avec des sources très diverses : d'une part avec celles de l'ancien gouvernement priiste pour les années 1995, 1996 et 1997, et d'autre part avec celle du gouvernement « perrediste » de 1998. Ces comparaisons doivent être donc être considérées comme indicatives. Comme le préconisent Dieter Rucht et Freidhelm Neidhardt, il nous paraît important de souligner les limites de nos sources (Rucht et Neidhardt, 1998, 65). Plutôt que de chercher des conclusions précises, nous tenterons d'ébaucher des tendances qui nous permettent de nous approcher des phénomènes étudiés. En réalité, nous aspirons plus à une approche qualitative de ces données quantitatives.

Le repertoire de l'action collective

Que ce soit pour des revendications locales ou fédérales, les concentrations sont la forme de protestation la plus utilisées. Cependant, ce ne sont pas elles qui mobilisent le plus : en moyenne elles réunissent 101 personnes pour les demandes locales et 96 pour les fédérales.

Les manifestations, moins fréquentes (Local : 101, Fédéral : 96), réunissent en moyenne plus de gens (L : 843, F : 7346). A la différence de la France, les manifestations à Mexico se terminent presque toujours par un meeting qui ouvre un espace de discussion entre les différentes organisations en présence. Les barrages arrivent en troisième position et rassemblent 206 personnes en moyenne sur des questions locales et 425 sur des questions fédérales. Les autres formes d'actions sont les occupations permanentes de lieux publics ouverts (rues, places) « *los plantones* », l'occupation d'édifice, la grève, la grève de la faim.

De plus, ces deux dernières décennies furent marquées par l'utilisation de formes parodiques et festives de protestation : Super Barrio (Super Quartier)- une parodie d'un super héros au service des démunis - dans le mouvement urbain populaire, des éléphants dans les manifestations d'organisation d'endettés « El Barzón » et des chevauchées sur plusieurs centaines de kilomètres, des déguisements dans les manifestations étudiantes, des crucifixions, des processions jusqu'à la Basilique de Guadaloupe pour demander l'appui de la vierge indienne contre le gouvernement fédéral, etc.

Pour David Cervantes, député fédéral du PRD et co-fondateur de l'Assemblée des Quartiers (AB), cette créativité dans les actions manifestantes a joué un rôle fondamental pour attirer l'attention de l'opinion publique : « plus que la manifestation comme manifestation, comme mobilisation de rue, ce qui a le plus réussi à AB fut d'introduire des éléments complémentaires à la mobilisation (...) des aspects de notre culture populaire » [8]. Le cas seul du répertoire de l'action de certains mouvements comme AB, El Barzòn vaudrait la peine d'être étudié de manière spécifique.

Domaine des demandes et affinité partisane :

Les demandes qui ont dominées s'articulent principalement autour de la défense de droits sociaux (tableau n°3). Il nous paraît pertinent de croiser certaines demandes avec l'affinité partisane des organisations qui en ont été les promotrices.

TABLEAU 2 : PRÉFERENCE PARTISANE.
COMPARAISON PRI/PRD. COMPÉTENCE LOCALE ET FÉDÉRALE

Année	PRD	Assistance	PRI	Assistance
1995	1207	529 399	64	32 143
1996	565	141 946	80	26 331
1997	817	254 004	171	121 992
1998	257	310 312	158	233 683

Sources : données obtenues par l'auteur à partir de :
• Pour les années 1995, 1996, 1997 : Informes mensuales de la Dirección de Apoyo Informativo, Secretaría de Gobierno, DDF.
• Pour 1998 : Informe de manifestaciones en el DF, Subdirección de Gestión y Enlace, e Informe de Organizaciones que se manifestaron en el DF, Subdirección de Gestión y Enlace, Secretaría de Gobierno, Gobierno del Districto Federal (GDF).

TABLEAU N°3 : LES CINQ DEMANDES SECTORIELLES LOCALES LES PLUS IMPORTANTES

Domaine	1997 Nombre d'évènements	Assistance	Domaine	1998 Nombre d'évènements	Assistance
Travail	818	51 328	Travail	91	14 618
Justice	245	71 026	Logement	82	50 574
Éducation	209	14 259	Commerce ambulant	56	33 279
Logement	157	14 259	Service public	49	9 339
Divers	106	134 231	Justice	38	8 220

Source : Données établies par l'auteur à partir de « Rapport sur les manifestations dans le DF en 1998 », Sous direction de Gestion et Liaison, Gouvernement de la ville de Mexico.

Il existe près de 180 organisations différentes qui ont réalisé des actions manifestantes locales et plus de 140 qui ont pris position sur des problèmes fédéraux. L'héritage mexicain de la fusion corporatiste entre organisations sociales et appareil partisan a deux implications sur l'étude de l'action manifestante : il existe la possibilité de déterminer sans grande difficulté la sympathie partisane des organisations, mais bien que cette donnée soit pertinente, il existe le danger de faire une analyse très schématique des relations entre parti et organisations, relations qui sont d'une grande complexité, du moins dans le cas du PRD.

a) Demandes liées au monde du travail

Les demandes liées au monde du travail, malgré leur diminution entre 1997 et 1998 (88 % en numéro et 75 % en assistance) continuent d'être les plus importantes. Qui furent les promoteurs de ces demandes locales ?

Le Syndicat unique des travailleurs du gouvernement du DF, syndicat liée organiquement au PRI[9], de l'ensemble des organisations qui se sont exprimées dans la rue, fut celle qui a le plus manifesté en l'année 1998. Elle a été a la tête de 31 % du total des événements locaux dans le domaine du travail. Derrière cette mobilisation transparaissent les difficultés auxquelles est confronté le premier gouvernement local démocratique de Mexico. Depuis son arrivée se pose le problème de la cohabitation avec les travailleurs de base du Syndicat unique des travailleurs de gouvernement du DF, pilier depuis des années du système corporatiste priiste. Disparition d'archives, espionnage à petite échelle, sabotage de matériel, permanence de pratiques corrompues, furent autant d'entraves au travail quotidien du Gouvernement du District fédéral (GDF). Ceci pose le problème de la continuité administrative dans un contexte de démocratisation. On peut relater une anecdote significative pour illustrer « le choc des cultures » entre le Syndicat unique des travailleurs du gouvernement du DF et la nouvelle administration. Suite à une dénonciation pour corruption dans les bureaux des permis de conduire du ministère des Transports du GDF, une opération

est réalisée pour prendre en flagrant délit les coupables. Certains fonctionnaires furent surpris en train de demander des « Back Chich » et arrêtés. Leurs collègues de la direction générale des transports ont fermé leurs bureaux et ont organisé une manifestation pour protester et demander que les fonctionnaires soient prévenus avant tout contrôle (visiblement les choses fonctionnaient ainsi lors des précédentes administrations priistes). Cette situation s'est produite à plusieurs reprises entre décembre 1997 et juillet 1999 et a paralysé à de nombreuses reprises le travail de plusieurs administrations.

b) Le logement

Les demandes de logements ont diminué de 50 % mais l'assistance aux manifestions a augmenté de 160 %. Donc les organisations responsables des actions protestataires ont réussi à avoir une participation extrêmement élevée. Comment l'expliquer ?

Ces manifestations ont principalement été organisées par « Flambeau populaire » (Antorcha Popular), organisation proche du PRI. C'est l'une des rares organisations qui a réalisé des actions protestataires à caractère local de plus 10 000 personnes. Elle a mobilisé à plus de 40 000 personnes en 1998, ce qui dépasse l'ensemble des participants des organisations du PRD ayant eu recours à la rue comme arène politique. Et correspond à 30,5 % de l'assistance totale locale contre 25,5 % pour l'ensemble des organisations « perredistes ». Or, selon le témoignage d'un fonctionnaire du GDF[10], les manifestants de « Flambeau populaire » n'ont jamais demandé d'audience au gouvernement local et ont toujours rejeté la négociation directement pour tenter de régler les problèmes qui sont censés les pousser à manifester. Dans de nombreuses villes dirigées par l'opposition cette organisation s'est évertué à discréditer et à déstabiliser les nouvelles administrations

c) Le commerce ambulant

Le commerce ambulant a connu une diminution des actions protestataires réalisées mais une augmentation de l'assistance de 143,78 %. Plus de 93 % des actions des vendeurs ambulants furent réalisées par des organisations du PRI : l'Alliance Métropolitaine d'Organisations Populaires (AMOP) mobilisa à elle seule 18 % de l'assistance totale des actions manifestantes locales. Mais, au delà du fonctionnement corporatiste et clientéliste voire mafieux des organisations de vendeurs ambulants, la capacité de mobilisation du PRI est aussi imputable au mécontentement généré par les politiques du PRD envers ce secteur : expulsions, attaques de *granaderos* (équivalent CRS) sans donner une alternative aux vendeurs ambulants dans certaines zones (comme la création de nouveaux marchés par exemple).

Le PRI a critiqué le PRD pour ces abus de la rue comme espace d'expression politique et paradoxalement continue à le critiquer en 1998 et 1999 alors qu'il s'est substitué au PRD comme principal acteur contestataire. Dans un tract de « Flambeau populaire », d'avril 1999, distribué lors d'une manifestation silencieuse protestant contre l'interdiction de la part du GDF d'utiliser continuellement des hauts parleurs dans un « planton » qui durait depuis plus de 200 jours au Zòcalo devant les bâtiments principaux du GDF et rendait très difficile le travail de son personnel, l'argument principal pour légitimer ce type d'action était : « le PRD veut désormais interdire les manifestations quand lui les a utilisées et en a abusé » Autre exemple : à la fin d'avril 1999 une organisation étudiante priiste de l'Institut Polytechnique National, s'empare de bus et saccage des commerces. Le même jour, en réponse aux critiques suscitées par cet événement, Oscar Levin Coppel, dirigeant du PRI dans la capitale, déclare que « c'est le PRD qui se mobilise. Nous, nous ne traînons pas dans la rue. Le PRI est un parti sérieux. Ceux qui provoquent des désastres dans les rues, ce sont ceux du PRD » (Radio Red, 27.04.1999).

TABLEAU 4 : TABLEAU COMPARATIF DE L'ACTION MANIFESTANTE DU PRI ET PRD EN 1998

	Événements locaux	Assistance	Fédéral	Assistance
PRD	130	27 634	135	242 679**
	29 %	20 %	47 %	27 %
PRI	130	87 003	34	26 280**
	29 %	62 %	12 %	3 %

Source : Tableau établi par l'auteur

* Ces pourcentages furent établis avec l'ensemble des évènements et de l'assistance. Les partis ayant peu participés n'apparaissent pas ici mais leur présence est comptabilisée dans les pourcentages. Voir le tableau 1 pour le total de la participation.

** Ces chiffres, pour des raisons de représentativité, ne prennent pas en compte le 1ér Mai. La participation du PRI à cet évènement est de 120400 personnes en 1998 et de 40 000 pour le PRD.

Les organisations du PRI représentèrent 62 % d'assistance aux manifestations à caractère local dans le DF en 1998 (Tableau n°4). Si l'on prend seulement en compte les vendeurs ambulants et « Flambeau populaire », on arrive à 82 % de l'assistance totale du PRI. Nous sommes peut être face à un paradoxe : une interprétation simple du type des demandes des acteurs protestataires aurait pu nous faire penser qu'elles s'inscrivent dans la continuité d'une lutte pour une citoyenneté sociale et la démocratisation politique revendiquée par les secteurs indépendant du syndicalisme et les mouvements urbains populaires, comme l'analyse Sergio Tamayo (Tamayo, 1999ments sont proches du PRD. Pendant les 20 dernières années, la rue fut un). La majorité de ces mouveespace privilégié de l'expression de cette lutte. Cependant, la combinaison du domaine des principales demandes avec la sympathie partisane des organisations qui ont manifesté en 1998, nous a permis de nous rendre compte que ces acteurs

furent marginaux en comparaison de ceux du PRI. Avec le changement des opportunités politiques (Tarrow, 1997, 49-50 et 155-161 ; Fillieule, 1997, 45-54), ce qui fut des demandes pour une citoyenneté sociale se manifeste désormais comme une défense du corporatisme et une réaction de certains secteurs du Parti-État à la perte de son monopôle de la distribution des ressources publiques. La grande capacité de mobilisation des organisations sociales du PRI et particulièrement de deux secteurs (les vendeurs ambulants et « Flambeau populaire » qui correspond à 82 % de l'assistance du PRI) démontre, selon nous, la mobilisation de ressources clientélistes ayant directement pour but, au delà du rôle critique de parti d'opposition, d'entraver la gestion du gouvernement « perrediste » par des moyens se situant à la marge des règles du jeu démocratique[11]. Ces manifestations ne sont pas composées de militants du PRI qui librement expriment leur désaccord avec un gouvernement local d'opposition mais en grande partie de « clients ». En est la preuve l'augmentation pratiquement à souhait de la capacité de mobilisation. Bien qu'exacerbées, dans une certaine mesure les actions protestataires de ces acteurs d'un secteur bien déterminé du PRI, le « secteur populaire », existaient à l'intérieur de ce parti (même si elles n'apparaissant pas dans les statistiques dés années antérieures). Les journaux internes témoignent, par exemple, « de manifestations de soutien » devant le siége national du PRI. L'arrivée d'un gouvernement d'opposition à Mexico a déplacé ces protestations de la sphère privée du parti à la sphère publique, de méandres obscurs de l'appareil partisan à la rue.

En conclusion, le PRI et le PRD se suivent de près avec chacun prés de 130 évènements (30 %), mais du point de vue de l'assistance, il est clair que le PRI a pris la tête avec 66 % des participants contre 21 % pour le PRD. 25 % des actions manifestantes locales n'ont pas d'affiliation partisane visible (Tableau IV). Ce sont dans la majorité des cas des micro événements (moins de 100 personnes) réunissant seulement 10 % de l'assistance. Les autres partis sont complètement marginalisés de cette forme d'action collective : le Parti d'Action National a fait une seule manifestation (0,2 %), le Parti des travailleurs (PT) 3 et le Parti Vert Ecologique de Mexico aucune.

PRD AU POUVOIR : DES SENSIBILITÉS DIVERGENTES

Une tentative de nier le passé ? Les « affaires » Arce et Gertz

En juin 1998, le député et vice président du groupe parlementaire du PRD à l'Assemblée Législative du District fédéral, René Arce Islas, propose de réaliser une consultation populaire pour définir si la population de Mexico souhaite ou non réglementer les actions manifestantes. Bien que les manifestations ne soient pas critiquables comme instrument d'expression collective,

selon René Arce Islas, elles ont des effets secondaires sociaux, économiques et écologiques très négatifs[13]. Le reste des députés locaux du PRD refusent catégoriquement la possibilité de légiférer en ce domaine. Dans une lettre ouverte - « le droit de manifester n'est pas sujet à discussion »-, 32 des 37 députés « perredistes » déclarent qui ne s'agit pas de n'importe quel droit mais d'une grande liberté sociale à côté du droit d'association et de grève.

Quelques mois plus tard, lors de la visite de Cuahtémoc Cárdenas à Davos (Suisse), différentes actions protestataires affectent gravement Mexico et le débat resurgit. Le 29 janvier 1999, une manifestation de travailleurs de l'université de Chapingo bloque le périphérique sud pendant 6 heures faisant prisonniers des milliers d'automobilistes. Ce soir là et le lendemain, le gouvernement « perrediste » fait des déclarations condamnant cet excès des actions protestataires. Face à cette réaction inespérée, le PRI et le PAN se prononcent en faveur d'une réglementation des manifestations et le député René Arce remet sur la table sa proposition. On évoque même la possibilité de créer un « manifestodrome » (marchodromo) autour du mouvement de la Révolution ou de l'Université nationale autonome du Mexique (Unam) dans le sud de la ville.

Cependant, les jours suivants les propos s'adoucissent. Dans un communiqué officiel, le Gouvernement de la ville déclare qu'il n'est pas contre les manifestations mais contre le barrage des voies de circulation. Le sous-secrétaire de gouvernement de la ville de Mexico, Leonel Godoy, déclare que des sanctions seront appliquées seulement quand les voies de communication seront complément fermées : « Nous allons demander que les manifestations avancent et interdire qu'elles bloquent la circulation ». Ce critère qui peut paraître étonnant est en réalité un tour de passe passe juridique. Il permet de respecter deux grandes libertés constitutionnelles : le droit à la libre expression (pour les manifestants) et le droit à la libre circulation (pour les automobilistes).

Les tâtonnements et la recherche d'un critère intermédiaire démontrent aussi les tensions et les négociations internes au PRD entre les partisans d'une liberté totale de manifestation, et les partisans d'un geste du gouvernement en faveur d'une opinion publique exaspérée ou présentée comme telle par la presse. Donc le critère final non inscrit dans une loi ou un règlement est d'interdire clairement les barrages des voies de circulation et d'autoriser les manifestations.

Une preuve supplémentaire de ces tentions internes. Alejandro Gertz, Secrétaire local de la Sécurité publique, déclara en février 1999 « il serait plus raisonnable d'avoir un cadre légal sûr pour tous les citoyens[14] », tout en renvoyant la balle à l'ALDF compétente en la matière. Cependant, lors d'un entretien que nous avons réalisé quelques semaines plus tard, à notre question sur la nécessité ou non de mettre en place un cadre légal, le Secrétaire de la Sécurité Publique, docteur en droit et n'appartenant pas au PRD bien que participant à

son gouvernement, répond par la négative, manifester étant un droit consubstantiel à toute démocratie : « un pays démocratique est un pays ou les gens qui pensent peuvent manifester, peuvent sortir dans la rue »; « c'est intrinsèque à une démocratie moderne ». Pour lui, il existe cependant des actes de provocation comme le blocage du périphérique organisé par les travailleurs de l'université de Chapingo. Dans ce cas, la tolérance n'est plus de mise. Mais selon quel critère déterminent-t-on un acte de provocation ?

À la recherche d'un meilleur traitement des demandes sociales.

Si la position « promanifestation » a remporté la bataille, ce n'est pas un hasard. Une rapide sociologie de la composition interne des organes et des secteurs du GDF engagés dans cette polémique donne une vision plus claire du sujet.

• Le ministère de l'Intérieur local (« Secretaria de Gobierno ») : la composition de ce ministère s'articule autour de deux courants principaux : les « ceusistes » provenant du mouvement étudiant de 1986-1987 de la UNAM et l'équipe de René Bejarano, dirigeant de l'organisation de lutte pour le logement l'Union Populaire Nouvelle Tenochtitlán (UPNT). Or, ces deux groupes, du milieu des années 1980 à 1997, ont utilisé l'action protestataire comme l'une de leur principale forme d'expression politique.

• L'Assemblée législative du District fédéral (ALDF) : 82 % des députés proviennent d'organisations sociales du Mouvement urbain populaire (MUP) (Regalado Santillan, 1997 ; Greene, 1997 ; Serna, 1997) et ont été à la tête de nombreuses actions protestataires avant d'avoir été élus députés (Combes, 1999, 29).

Ces acteurs au fil des entretiens réalisés, reconnaissent une dette à l'égard de l'action protestataire et, à l'utilisation politique de la rue qui d'une certaine manière furent une école politique : « Nous venons de là », « c'est un droit que nous avons conquis et qui a changé la face de ce pays. Comment pourrait-on penser à le réglementer ? » Ces attitudes s'expriment, que ce soit pour les « ceuistes » ou pour les leaders du MUP, de manière récurrente, sans que comme intervieweuse nous ayons nécessairement à évoquer ce thème. Les narrations d'actions protestataires viennent animer les récits des engagements personnels d'une touche passionnée et parfois nostalgique. L'identité de cette gauche, forgée dans l'opposition à un parti unique, s'est cristallisée en grande partie autour des actions protestataires. Ces dernières sont devenues des épisodes qui font désormais partir des grands moments du parti parfois érigés en mythe.

Au delà de cette relation passionnelle, ces acteurs, aujourd'hui au pouvoir, ne perdent pas de vue les raisons qui les ont poussés dans la rue. De cette expérience, ils ont tiré un double enseignement : la reconnaissance de l'action protestataire comme une forme pertinente de l'expression des demandes sociales et de la participation politique, et la nécessité d'offrir une attention

toute particulière aux acteurs qui en sont les promoteurs. Il ne s'agit plus seulement d'ouvrir des soupapes de sécurité « dans un climat d'effervescence politique et de haut risque social » [15], selon les termes du ministère de l'Intérieur sous la gestion d'Oscar Espinosa (1994-1997). Ainsi, le gouvernement du District fédéral a tenté de mettre en place une série de procédures pour répondre aux actions protestataires en amont et en aval : de leur possible existence, à leurs concrétisations tangibles et parfois incommodes. Quelles sont ces procédures[16] ? Elles vont d'audiences de citoyens, d'organisations sociales, associations civiles et groupes politiques à la création d'organes de concertation formés par des ONG ou des organisations sociales en passant par la participation du GDF comme médiateur dans certains conflits sociaux. Il faut ajouter à cela la restructuration de la « Procuradoría » sociale, organe qui mène à bien des conciliations à l'amiable, des concertations et des arbitrages entre le GDF et ces citoyens et, les premières tentatives de décentralisations qui restent cependant limitées par l'absence d'une réforme politique intégrale du DF. Toutefois, selon Ernesto Ruiz, les tentatives de résoudre les problèmes des arrondissements depuis les arrondissements (à travers des tables de discussions par exemple) ont fait profondément évoluer les logiques de l'action protestataire : « il existait l'habitude d'aller au centre de Mexico pour résoudre les problèmes. Aujourd'hui de nombreuses manifestations se font dans les arrondissements » [17].

Derrière la majorité des appels à la participation citoyenne dans les différents aspects de la vie de la cité, la recherche de médiation et de conciliation avec les manifestants, il existe en fait une machine de près de 1000 personnes (une centaines de salariés et près de 900 volontaires à la participation variable et conjoncturelle). À la tête de cette machine, la Coordination de Participation citoyenne et de Gestion sociale, descendante institutionnalisée des brigades de promotion du vote « perrediste » de la campagne de 1997 (« Les brigades du soleil »), sont présentes les figures les plus importantes de différentes générations du mouvement étudiant « ceuiste » (Carlos Imaz, Oscar Moreno). Comme le signale le sociologue Francisco Cruces, les mouvements étudiants de la Unam ont eu ces dernières années, un rôle fondamental dans l'évolution de l'usage politique de la rue à Mexico (Cruces, 1998, 73).

Les mécanismes mis en place par la Coordination de participation citoyenne et de gestion sociale pour traiter les demandes immédiates des manifestions sont particulièrement intéressant. La sous-direction de « Lien et Gestion sociale » est la clé de voûte d'un dispositif complexe. Connectée en permanence sur la fréquence radio du ministère local de la Sécurité publique, c'est à dire la police préventive, à chaque annonce de manifestation elle envoie un de ses membres clairement identifiable comme membre du Gouvernement de la ville. Cet envoyé évalue le type d'acte, le nombre de participants, la provenance géographique, si possible l'affinité partisane et, le domaine des

demandes et donc identifie l'autorité compétente pour y répondre. En fonction de ces données, le directeur régional (la ville est découpée en 4 secteurs : sud, nord, est, ouest) reçoit directement les acteurs, les accompagne ou les oriente vers l'autorité compétente. Ce mécanisme permet l'ouverture de canaux de médiations (discussion, négociation) avec les différentes instances du gouvernement et pourrait renforcer la collaboration entre elle : gouvernement/Assemblée, aux bureaux des députés/delegations. De cette manière, le gouvernement « perrediste » a substitué des bureaux qui jouaient quasiment un rôle de police politique de la ville, une machine canalisatrice de la protestation.

Cela ne signifie pas que cette stratégie soit complètement inédite. De fait, entre 1989 et 1994, le chef du Département du District fédéral, Manuel Camacho Solis, avait opté pour une politique de tolérance vis-à-vis du nombre croissant de manifestations, la majorité sous l'égide de groupes « perredistes » : « nous devons apprendre a vivre ainsi », déclarait-il alors, « le mieux est toujours la négociation » [18]. Le premier chef de la police de Oscar Espinoza Villareal, régent du District fédéral de 1994 à 1997, fut renvoyé pour avoir réprimé un groupe d'enseignants qui manifestaient. Toutefois, de la tolérance des actions protestataires dans la mesure de gouvernance pour les gouvernements priistes les plus ouverts, on est arrivé à un traitement institutionnel des manifestations.

Répondre aux actions protestataires, aux actions manifestantes et de manière plus générale aux demandes citoyennes, semble être considéré pour le « perrediste » du GDF comme une ressource politique importante. Et être le premier à répondre aux acteurs contestataires devient alors un défi, autour duquel s'articulent les rivalités internes du GDF et du PRD. En effet, le sous-secrétaire de gouvernement, René Berajano, qui s'est à de multiples reprises confronté politiquement à sa supérieure, Rosario Robles, a mis en place une structure alternative à « l'officielle » « Coordination de participation citoyenne et de Gestion sociale » : la sous-direction de « Suivi et de Lien institutionnel ». Il existe environ 15 conciliateurs par mairie d'arrondissement, c'est à dire 240 au total, ce qui représente un tiers des brigadistes volontaires et plus que les salariés de la « Coordination de Participation citoyenne et de gestion sociale ». Mais quelle est la différence entre le rôle de « la sous-direction de suivi et lien institutionnel » et la « Coordination de participation citoyenne et de gestion sociale » ? A cette question, Ricardo Salgado[19], responsable de la première, répond d'une manière vague et embarrassée, puis concède : « nous nous disputons les demandeurs pour répondre à leurs demandes », « il peut arriver qu'un groupe soit reçu par chacun d'entre nous et un autre par personne ». Bien qu'il s'agisse visiblement du même travail ou du moins d'un travail très proche, il n'existe aucune coordination entre ces deux bureaux réunissant des membres deux courants ennemis.

Selon nos calculs, en 1998, près de 75 % des actions manifestantes ont abouti à une rencontre avec un membre du gouvernement de la ville de Mexico.

Fait intéressant, ces rencontres ne se font pas avec des fonctionnaires dont le rôle est de répondre aux acteurs protestataires mais dans la majorité des cas avec des décideurs (secrétaires, sous-secrétaire, maire d'arrondissement) ou des représentants élus (président de l'ALDF, directeurs de commissions...).

L'autoperception[20] de « la sous-direction de Lien et Gestion sociale » (SEGS) par certains de ses membres est riche en enseignement pour évaluer la sensibilité des anciens manifestants envers les manifestants. Le désir d'une évaluation indépendante du nombre de manifestants et de leur affinité partisane en sont deux exemples. Une des premières raisons pour justifier l'existence de la SEGS, selon ses propres membres, est d'évaluer de manière « objective » le nombre de manifestants, prémisse nécessaire au traitement des demandes en fonction d'une certaine représentativité. « La police minimise toujours la participation lors de protestations. (...) Nous aussi nous avons connu cela (...).Les données de la police nous servent à localiser les événement mais ensuite nous faisons nos propres calculs. » Commence alors le récit de la présence et du rôle des membres de la SEGS lors d'une manifestation : le comptage (par exemple chaque carré du Zócalo réunit entre 4 et 6 personnes), établir le principe des négociations, définir les interlocuteurs (« beaucoup de leaders nous les connaissons depuis des années »). Les actions manifestantes sont un univers symbolique partagé. L'émotion du locuteur est évidente. Ces militants de gauche qui étaient dans la rue, il n'y a pas tout juste 2 ans, ont trouvé le moyen, une fois devenus fonctionnaires, de rester au coeur des événements!

À moyen terme, il sera intéressant de tenter d'établir des corrélations entre la réponse aux actions protestataires et les politiques publiques. Les structures mises en place par le gouvernement « perrediste » sont-elles des canaux effectifs de transmission des demandes des acteurs de « la société civile »?

LE PRD TOUJOURS DANS LA RUE

En introduction, il fut évoqué le poids des mouvements sociaux, des organisations sociales dans le jeu interne du PRD afin d'expliquer le recours fréquent à l'action manifestante. On peut également formuler comme hypothèse la difficulté de formation de l'appareil partisan (Anguiano, 1997, 122 ; Sánchez, 1999, 97-131) comme un élément clé du recours à la rue comme espace d'expression mais aussi de réunion. Face à l'absence de comités de base comme centres de réunion des militants, les manifestations ont remplacé ces espaces. Selon les mots de Patrice Mann, les manifestations peuvent être appréhendées comme une fin en soi, comme un moment privilégie durant lequel l'identité d'un groupe peut être reconnue : ce sera, pour l'ensemble des manifestants l'occasion de manifester leur solidarité, de montrer des témoignages réciproques d'appartenance (Mann, 1990, 278).

Le PRD et ses manifestations à Mexico

On peut déterminer deux catégories d'organisations du milieu partisan[21] du PRD qui ont continué à manifester en 1998 pour des demandes locales : les organisations de logements et les comités de quartiers

Les différentes organisations pour le logements sont les différentes Assemblées des Quartiers (AB) et l'Union populaire révolutionnaire Emiliano Zapata (Uprez). Leurs revendications s'articulent de manière évidente autour de la demande de logement mais expriment aussi un autre leitmotiv : l'appui explicite au GDF. Rodolfo Pichardo, leader de l'une des AB de Mexico et actuellement député local sous l'étiquette du PRD, qui est à la tête de différentes manifestations au court de 1998, revendique son appui parfois critique au gouvernement et souligne la nécessité d'utiliser la rue comme espace d'expression politique[22]. Il existe, de plus, une explication simple au fait que ces organisations pour le logement continuent à manifester : leur propre forme de fonctionnement interne les y stimule. En effet, la participation des membres à tout acte de l'organisation est comptabilisée pour établir un ordre de priorité pour accéder au logement (au Mexique, l'État attribue des crédits aux organisations sociales qui gèrent elles mêmes la construction des logements sociaux). Les manifestions deviennent donc un moyen de renforcer et de diversifier la participations des candidats à un logement social. Donc les manifestations sont consubstantielles à l'identité de ces mouvements. Renoncer à cette forme d'action collective serait mettre en danger l'existence de ces organisations, ce qui explique en partie qu'elles continuent à manifester sous le gouvernement « perrediste ».

Un autre du milieu partisan du PRD qui continue à manifester est celui des comités de quartiers proches de ce parti politique. Leurs actions se concentrent dans les arrondissements Xochimilco, Cuajimalpa, Iztapalapa et Magdalena Contreras. On touche ici à un problème fondamental. Nombre de groupes de militants fortement imprégnés d'une culture corporatiste, et/ou fort de nombreuses années de lutte contre le PRI, ont perçu la victoire du 6 juillet 1997 comme une victoire totale. Cependant, une fois le nouveau gouvernement au pouvoir, certains militants se sont vus exclus d'un traitement privilégié de leurs demandes. Selon le témoignage d'un « sous-délègué » [23], les problèmes avec les militants du PRD ont été paradoxalement plus importants. « Ils voulaient qu'on exclut complètement de la vie des quartiers les militants du PRI et du PAN. (...) nous sommes une administration régie par le principe de l'Egalité ». Donc « on a perdu l'appui des bases du PRD et maintenant nous devons affronter de nombreux conflits » [24]. La présence dans le PRD d'une culture de la protestation et la faiblesse de la discipline partisane mêlée parfois à un héritage clientéliste et/ou corporatiste exacerbé dans certaines zones est à l'origine

de nombreux conflits. Par exemple, les barrages de la circulation à de multiples reprises organisés par un député local du PRD qui se sont finalement conclus par une intervention musclée de la police, ou encore dans la délégation de Tlalpan, en décembre 1997 quelques jours après la rentrée en fonction de Cuathémoc Cárdenas comme maire de Mexico, l'invasion sans précédant de réserves écologiques par des organisations du lutte pour la terre « perredistes » dirigées par des leaders locaux du parti. Ces derniers espéraient ainsi pouvoir faire régulariser ces terres en terrains constructibles. De la même manière, il existe des actions protestataires dues aux différents entre les autorités « perredistes » (par exemple entre un maire d'arrondissement et un député local ; ou entre des membres d'une même mairie d'arrondissement). Les actions manifestantes sont organisées par les détracteurs et les alliés. Guerres intestines et fratricides, visibles à travers les actions manifestantes, qui peuvent même arriver à une crise de grande ampleur comme dans le cas de l'arrondissement d'Iztapalapa au printemps 1999.

Le PRD et la protestation contre le gouvernement fédéral

Il existe toute une tradition et un héritage de marches vers Mexico depuis l'intérieur de la République. Dans les années 1990, Salvador Nava, Andrés Manuel Lopez Obrador (Grupo Parlamentario del PRD, 1993) et Félix Salgado Macedonio ont suivi ce chemin pour protester contre des fraudes électorales dont ils auraient été les victimes lors d'élections locales. Les sympathisants du PRD furent ceux qui ont le plus manifesté pour des demandes de compétence fédérale : 29 % des événements et 28 % de l'assistance. Leurs revendications s'inscrivent, comme depuis le début des années 1980, dans une lutte pour la construction d'une citoyenneté sociale et de la démocratisation du système politique. De son côté, le PRI a organisé 12 % des événements nationaux mais ces 12 % n'ont représenté que 3 % de l'assistance totale à des manifestations si on exclut la manifestation officielle du 1er Mai. Le contraste avec sa grande mobilisation pour des questions locales est patente. La rue est devenue une ressource politique, un moyen de pression et l'expression de son rôle d'opposition face à un gouvernement rival local.

Bien que le Parti d'action nationale n'ait organisé aucun événement national et que le Parti vert écologiste du Mexique, le Parti cardéniste et le Parti du travail aient organisé un seul événement chacun, les actions manifestantes se sont transformées en un instrument de la compétition politique dans le régime démocratique mexicain encore balbutiant et se sont consolidées comme pratique privilégiée d'un parti d'opposition.

Nous avons choisi, dans ce travail, de faire une étude du phénomène manifestant principalement sur une très courte période : l'année 1998. Ce choix

nous a permis d'analyser en profondeur les logiques qui sous-tendent les actions protestataires à Mexico, la façon dont elles sont appréhendées par les autorités et de manière plus générale d'étudier les différents acteurs de l'action manifestante. Cependant cette démarche ne serait prendre toute sa signification sans être réinscrite dans le moyen terme et dans une approche des cycles de protestation et de leur institutionnalisation (HIPSHER, 1998, 153-172 ; TARROW, 1997). Serait-on en train d'assister à un phénomène spécifique à la longue démocratisation mexicaine : la fin du cycle de protestation d'acteurs du milieu partisan du PRD et l'émergence d'un nouveau : celui d'acteurs néo-coportatistes résistants à fin de l'hégémonie politique du PRI ? Quoiqu'il en soit ces tendances, sont précaires et de leur stabilisation dépendront à n'en pas douter des élections présidentielle, législatives et locales de juillet 2000.

Notes

1 Cet article se base sur une communication faite au Centre français d'études mexicaines et Centraméricaines (Cemca) à Mexico, en juin 1999, lors du colloque « Prendre la rue. L'usage politique de la rue au Mexique ». Je tiens à remercier tout particulièrement Sergio Tamayo, directeur du Centre d'études urbaines de l'Université autonome métropolitaine Unité Azcapotzalco pour l'attention qu'il a porté à ce travail.

2 Nombre de partis sociaux démocrates, au début de ce siècle, sont nés de mouvements et de syndicats ouvriers et ont eu recours aux actions protestataires (Tarrow, 1997, p. 241 et p.293).

3 Les classiques contemporains des partis politiques n'abordent pas, ou de manière très ponctuelle, les actions protestataires comme forme de mobilisation collective d'un parti. Par exemple : Sartori Giovanni, 1992, Partidos y systèmes de partidos, Madrid, Alianza Universidad, 450 p ; Panebianco Angelo, 1995, Modelos de partido, Madrid, Alianza Universidad, 512 p ; Michel Offerlé (Offerlé, 1987) quand il se réfère aux ressources collectives d'un parti, évoque entre autre élément les meetings mais ne fait aucune référence aux manifestations (p. 44-55). Pour ce qui est des analyses sur le PRD (Sanchez, 1999 ; Bruhn, 1997), Marco Aurelio Sánchez ne fait à aucun moment référence à l'action manifestante ou de manière plus générale à la mobilisation de masse ; Kathleem Bruhn les évoque à plusieurs reprises mais n'analyse jamais en profondeur les conséquences du recours à ces formes de mobilisation sur le fonctionnement et la structuration de ce parti.

4 L'Assemblée législative du District fédéral est composée de 66 sièges. 40 sont attribués à la majorité dans chacun des districts et les 26 restants sont repartis à la proportionnelle entre les différents partis en fonction de leur score.

5 Cuauhtémoc Cárdenas est le maire de Mexico élu en juillet 1997. Début octobre 1999, il laisse sa place à sa suppléante Rosario Robles pour se lancer dans la campagne des élections présidentielle de juillet 2000.

6 A titre indicatif on peut signaler : Angiano Arturo/Gutierrez Daniel Carlos (coord.), 1997, Fuerzas políticas y participación ciudadana en la coyuntura del 97, México, UAM, 159 p ; Alvarez Lucía (coord.), 1997, Participación y democracia en la Ciudad de México, México, UNAM/La Jornada Ediciones, 336 p ; Martinez Assad Carlos, 1998, La participación ciudadana y el futuro de la democracia en el Distrito Federal, México, SONER, ¡UNIOS!, Frente del Pueblo, 174 p. Ziccardi Alicia, 1998, Gobernabilidad y participación ciudadana en la ciudad capital, México, UNAM/Miguel Angel Porrúa : voir la typologies de la participation pp.36-37.

7 Une radio (Radio Red) a même comme principal slogan de son programme d'information routière à Mexico : « Radio Red n'a pas inventé les manifestations mais a trouvé la solution ».

8 Entretien de l'auteur avec David Cervantes, député fédéral, co-fondadeur de Asamblea de Barrios, Mexico, 12.04.99.

9 La liberté syndicale n'existe pas au Mexique ; chaque secteur possède son syndicat unique lié organiquement au PRI. Cependant ces dernières années ont été marqués par l'émergence de sections syndicales dissidentes. Voir : Bizberg Illàn, 1999, « Le syndicalisme mexicain face à la décomposition du régime politique », dans Trace, Mexico, Cemca, n°36, pp. 37-50.

10 Entretien de l'auteur avec Oscar Moreno, Coordinateur de participation citoyenne et gestion sociale, GDF, Mexico, Avril 1998.

11 Manuel Garretòn parle « de enclava actoral » (Conférence à Mexico, 26.01.2000). Les acteurs font semblant de jouer le jeu démocratique mais en réalité n'y adhèrent pas réellement. Ils utilisent les libertés que confère le système démocratique pour lutter de manière discrète contre ce dernier.

12 Bien souvent les organisations du PRI et notamment « Flambeau populaire » annoncent à l'avance le nombre de participants (et de manière exacte !) à une manifestation (« Lundi, nous serons 30 000 »). Finalement, rien d'étonnant : la capacité de mobilisation dépendant du nombre de personnes à qui ces organisations promettent d'être rétribuées à la fin de la manifestation. Il n'est plus alors bien difficile de mobiliser le nombre de personnes prévues. Tout dépend de la cagnotte mise à disposition par le parti ou un de ses dirigeants pour l'organisation de la manifestation !

13 Entretien de l'auteur avec René Arce Islas, Mexico, Décembre 1998.

14 Periódico Reforma, 8 de febrero de 1999, pp. 1 y 17.

15 Dirección de apoyo informativo, Informe de manifestaciones, Enero de 1995, DDF, p.1

16 Cardenas Cuauhtémoc, 17 de septiembre de 1998, Primer informe de Gobierno, Ciudad de México, México DF, GDF, 30p. ; Robles Rosario, 6 de octubre de 1998, Informe de trabajo, Secretaría de Gobierno y jefatura de gobierno del Distrito Federal, México, GD, 8p.

17 Entretien de l'auteur avec Ernesto RUIZ, Directeur de la Direction régionale Sud, Coordination de gestion sociale y de participation citoyenne, GDF, 15-04-99.

18 Proceso 826, 31 de agosto de 1992, pp. 6-13

19 Entretien de l'auteur et de Marco Gadarrama Flores, Mexico, 1.06.99.

20 Entretien avec trois membres de la Sous-direction de Lien et de Gestion sociale : le responsable et deux travailleurs chargés de la gestion (dont un sur le terrain), Mexico, 5.05.99.

21 Le milieu partisan se définit comme « l'ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément pour finalité principale de participer à la construction du parti politique, quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités » (Sawicki Frédéric, 1997, Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan, Paris, Belin, p.24).

22 Entretien de Marco Gadarrama, Dominique Mathieu et l'auteur avec Rodolfo Pichardo.

23 Les mairies d'arrondissement sont divisées en sous-arrondissement administrés par des « sous-délégués ».

24 Entretien avec José Alfonso Suárez, Sous-délégue, Juárez-Cuahtémoc, Delegación Cuauhtémoc, el 20.09.98.

Bibliographie

Adell Ramon, (1997), « Manifestations et transition démocratique en Espagne », dans *Les cahiers de sécurité intérieure,* Paris, n°27, 203-222

Aguila Zinzer Adolfo, (1995), ! *Vamos a ganar ! La pugna de Cuahtémoc Càrdenas por el poder*, México, Oceano, 481 p.

Álvarez Lucía (coord.), (1997), *Participación y democracia en la Ciudad de México,* México, UNAM/La Jornada Ediciones, México.

Anguiano Arturo, (1997), *Entre pasado y futuro. La izquierda en México, 1969-1995*, México, UAM-Xochimilco, 214 p.

Bolos Silvia, (1999), *La constitucíon de actores sociales y la política*, Plaza y Valdés Editores, p. 317

Bruhn Kathleen, (1997), *Taking on Goliath. The emergence of a new left party and the struggle for democracy in Mexico*, USA, The Pennsylvania State University Press, 365 p.

Combes Hélène, (1999), « Des leaders sociaux devenus députés : quel impact sur la représentation politique ? », dans *Trace*, Mexico, Cemca, n°36, pp. 26-36.

Cruces Francisco, (1998), « El ritual de la protesta en las marchas urbanas », dans Canclini Néstor, *Cultura y communicación en la ciudad de México*, Segunda parte, México, UAM-I/Grijalbo, pp. 26-83.

Fillieule Olivier, (1997), *Stratégies de la rue*, Paris, PFNSP, 399 p.

Greene Kenneth F., (1997), « Complejidad, cohesión y longevidad en el movimiento urbano popular », dans Zermeño Sergio (coord.), *Movimientos sociales e identidades colectivas,* UNAM/La jornada, pp 189-235.

Hipsher Patricia L., (1998), « Democratic transitions as prostest cycles : Social Movement Dynamics in Democratizing Latin America », Meyer David and Tarrow Sidney, *The social movement society*, New York, Rowman and Littlefield Publisshers, pp.153-172.

Mann Patrice, (1990), « Les manifestations dans la dynamique des conflits », dans Favre Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, PFNSP, 1990, 391p.

Offerle Michel, (1987), *Les partis politiques*, Paris, PUF, 125 p.

Prud'homme Jean-François, 1996, El PRD : *su vida interna y sus elecciones est ratégicas*, México, CIDE, 32 p.

Regalado Santillan Jorge, (1997), « Lo que quedó del MUP », dans Castillo Jaime y Patiño Elsa (coord.) *Cultura política de las organizaciones sociales*, México, UNAM/La jornada.

Rucht Dieter, Friedhelm Neidhardt, (1998), « Methodological Issues in Collecting Protest Event Data : Units of Analysis, Sources and Sampling, Coding Problems », dans Rucht Dieter, Ruud Koopmans, Friedhelm Neidhardt (eds), *Acts of Dissent. New developments in the study of protest*, Berlin, Sigma, pp. 65-89

Sánchez Marco Aurelio, 1999, PRD : *la élite en crisis,* México, Plaza y Valdés Editores, 245 p.

Serna Leslíe, (1997), *Quién es quién* en el MUP, ¡Uníos!, 105 p.

Tamayo Sergio, (1999), *Los veinte octubres mexicanos. Ciudadanías e identidades colectivas*, Mexico, UAM Azcapotzalco, 422 p.

Tarrow Sidney, 1997, *El poder en movimiento. Los movimientos sociales, la acción colectiva y la política*, Madrid, Alianza Editorial, 369 p.

Sources primaires :

Cárdenas Cuauhtémoc, (1994), Plataforma Electoral 94, PRD, México.

Coordinacíon General de Participacíon Ciudadana y Gestión Social, Subdirección de Gestión y Enlace, (1999), Informe de Manifestaciones en el D.F. durante el año 1998, GDF, México, 16 p.

Coordinacíon General de Participacíon Ciudadana y Gestión Social, Subdirección de Gestión y Enlace, (1999), Informe de Organizaciones en el D.F. durante el año 1998, GDF, México, 31 p.

Coordinacíon General de Participacíon Ciudadana y Gestión Social, Subdirección de Gestión y Enlace : Informes Mensuales. Enero de 98 a Diciembre de 98, (1999), GDF, México, 227 p.

Dirección de apoyo informativo, Secretaria de Gobierno, DDF, (1998), Informes mensuales de enero de 1995 hasta noviembre de 1997, 106 p.

Grupo Parlamentario del PRD del Congreso de la Unión, (1993), Un éxodo exitoso, PRD, México.

Rapports d'activité des différents fonctionnaires du GDF.

RÉSUMÉ - RESUMEN

Depuis 1989, date de sa fondation, le Parti de la Révolution Démocratique (PRD), au Mexique, a utilisé de manière récurrente l'action protestataire. En 1997, ce parti arrive au pouvoir à Mexico. Une analyse des acteurs protestataires lors de la première année du gouvernement montre comment le changement de structure des opportunités politiques modifie profondément le paysage de l'action protestataire : d'une part les actions protestataires ont considérablement diminué et d'autre part les organisations du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), qui auparavant ne se mobilisaient pas dans l'espace public, sont désormais les premières à s'exprimer dans la rue.
Plusieurs actions protestataires importantes amènent à questionner le droit de manifester. Cependant, l'héritage et la composition interne du nouveau gouvernement perrediste se traduit par une reconnaissance de l'action protestataire comme forme légitime de participation politique.

Desde 1989, fecha de su fundación, el Partido de la Revolución Democrática (PRD), en México, acudió recurrentemente a la acción protestataria. En 1997, este partido llega al poder en la ciudad de México. Un análisis de los actores manifestantes durante el primer año de gobierno permite ver cómo el cambio de estructura de las oportunidades políticas provocó de un lado una enorme reducción de las acciones de protesta y del otro que las organizaciones del Partido Revolucionario Institucional (PRI) utilizaran masivamente el recurso a la calle.
Varias acciones protestatarias de gran alcance en 1998 llevaron a cuestionar el derecho de manifestación. A pesar de ello, la herencia y la composición interna del nuevo gobierno perredista se traduce en el reconocimiento de la acción protestataria como una forma legítima de participación política.